



Une fin d'année 2015 en demi-teinte

Au 4^e trimestre 2015, l'emploi salarié insulaire progresse légèrement. En glissement annuel, il augmente de 0,9 % contre 0,6 % au niveau national. Il croît plus vite en Haute-Corse.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi augmente de 2,8 % ce trimestre. La Corse compte 22 600 demandeurs d'emploi fin décembre. De plus, leur nombre continue de progresser sur un an (+ 4,8 %) mais à rythme un peu moins soutenu qu'en moyenne nationale (+ 5,0 %). Comme au niveau France, le taux de chômage baisse légèrement (- 0,1 point). Il est de 0,7 point supérieur à la moyenne française. Il situe la Corse au 4^e rang des régions où le chômage est le plus élevé de métropole. La Haute-Corse enregistre un taux de chômage supérieur de 1,9 point à celui de la Corse-du-Sud (11,7 % contre 9,8 %).

Par ailleurs, les autorisations de construire s'élèvent à 7 300 sur un an suite à une forte hausse en fin d'année en lien avec quelques permis de grande envergure. Les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs retrouvent un niveau élevé. Les défaillances d'entreprises baissent en 2015 par rapport à 2014.

Enfin, les transports de passagers et de fret progressent. Parallèlement, la fréquentation des hôtels croît par rapport au 4^e trimestre 2014, notamment grâce à une bonne fin de saison.

Yannig Pons, Insee

Rédaction achevée le 14 avril 2016

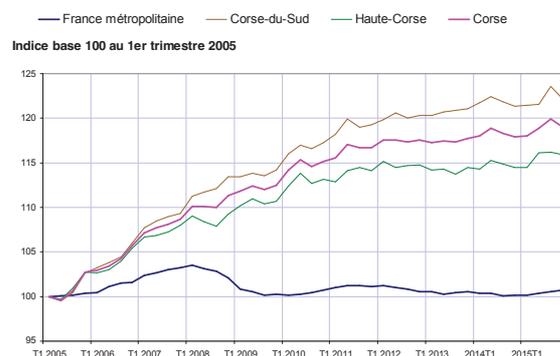
L'emploi régional en légère hausse sur un an

Au 4^e trimestre 2015, l'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands progresse par rapport à l'an dernier (+ 0,9 %). L'évolution est plus élevée qu'au niveau national (+ 0,6 %).

Au niveau départemental, l'emploi augmente plus rapidement en Haute-Corse (+ 1,2 %) qu'en Corse-du-Sud (+ 0,6 %) (figure 1).

L'emploi régional en fin de trimestre baisse dans la construction : - 3,7 % sur un an. Le repli s'y poursuit pour le 12^e trimestre consécutif (- 1 100 emplois depuis le 4^e trimestre 2012). En revanche, il progresse à nouveau dans le tertiaire marchand hors intérim (+ 2,0 %) (figure 2), notamment dans l'hébergement et restauration (+ 3,3 %).

1 Évolution de l'emploi salarié marchand

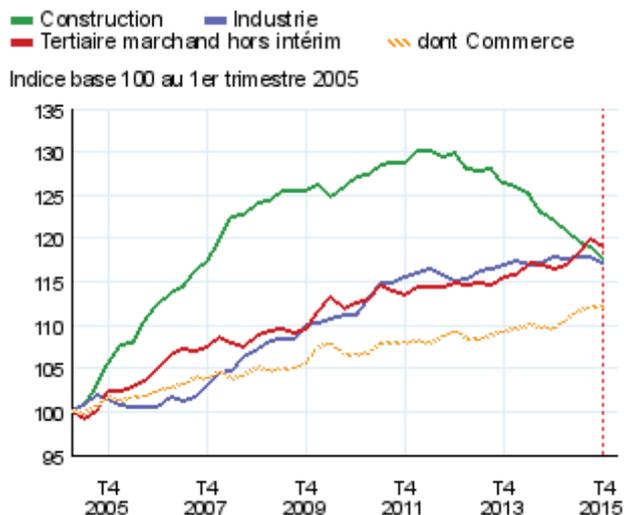


Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emplois (données provisoires pour le quatrième trimestre 2015)

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Corse



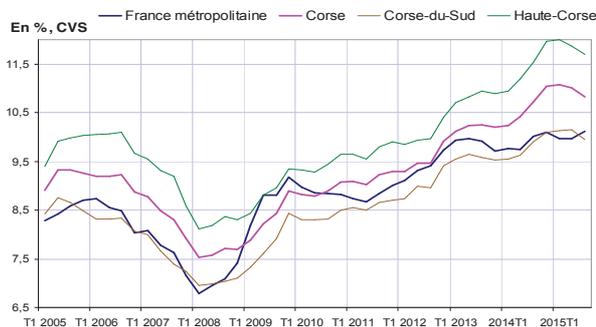
Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emplois (données provisoires pour le quatrième trimestre 2015)

Au niveau des départements, sur un an, l'emploi dans la construction baisse une nouvelle fois plus vite en Corse-du-Sud (-5,0 %) qu'en Haute-Corse (-2,3 %). L'emploi industriel diminue aussi en Corse-du-Sud (-0,3 %) comme en Haute-Corse (-0,9 %). En revanche, dans le tertiaire marchand, il progresse de 2,0 % en Corse-du-Sud et de 2,1 % en Haute-Corse.

3 Taux de chômage



Note : données trimestrielles.

Source : Insee, taux de chômage localisé (région), et au sens du BIT (France). Données provisoires pour le quatrième trimestre 2015.

Le taux de chômage insulaire est en légère baisse et s'établit à 10,7 % ce trimestre. Il est supérieur au taux de la métropole de 0,7 point (figure 3). La Corse a le 4^e taux de chômage le plus haut des 13 régions métropolitaines. Au niveau départemental, le taux de chômage est stable en Haute-Corse et baisse en Corse-du-Sud, où il était déjà plus bas.

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi

En Corse, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A,B et C, en données corrigées des variations saisonnières, est de 22 600 fin décembre. Il augmente de 2,8 % au 4^e trimestre 2015 (+ 2,8 %) contre + 1,0 % en moyenne nationale. Cette hausse rapide fait suite à un repli du nombre de demandeurs d'emploi à l'été.

Sur un an, le nombre de personnes inscrites à Pôle Emploi en catégories A, B et C progresse de 4,6 % en Corse et de 5,0 % en France métropolitaine.

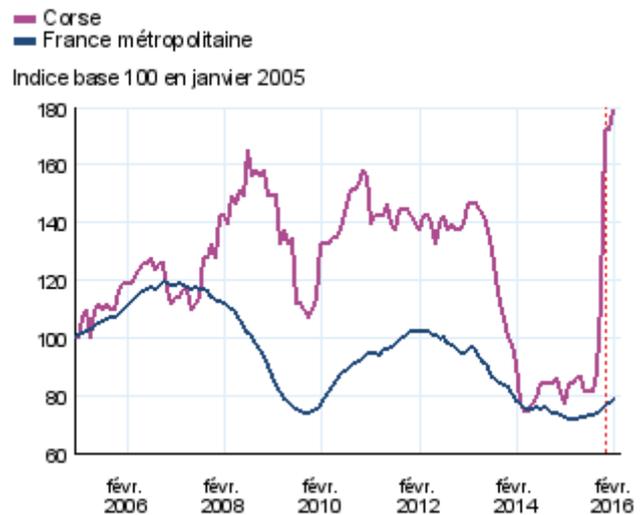
La hausse trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi insulaires concerne toutes les classes d'âge. Les personnes de plus de 50 ans sont toujours dans une situation moins favorable, en hausse de 4,1 % par rapport au trimestre précédent. En évolution annuelle, le nombre d'inscrits de plus de 50 ans augmente de 9,3 % tandis que celui des moins de 25 ans est stable (- 0,1 %).

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an continue aussi à croître ce trimestre, tant en variation trimestrielle (+ 1,2 %), qu'annuelle (+ 16,1 %).

7 300 autorisations de construire sur un an

En cumul annuel, le nombre de logements autorisés à la construction dans la région atteint 7 300 fin décembre, soit une augmentation de 99,5 % par rapport à l'année précédente contre 3,0 % au niveau national (figure 4). Le point bas des autorisations avait été atteint au premier trimestre 2014. Cette augmentation très importante est liée à quelques projets de grande envergure.

4 Autorisations de construction de logements

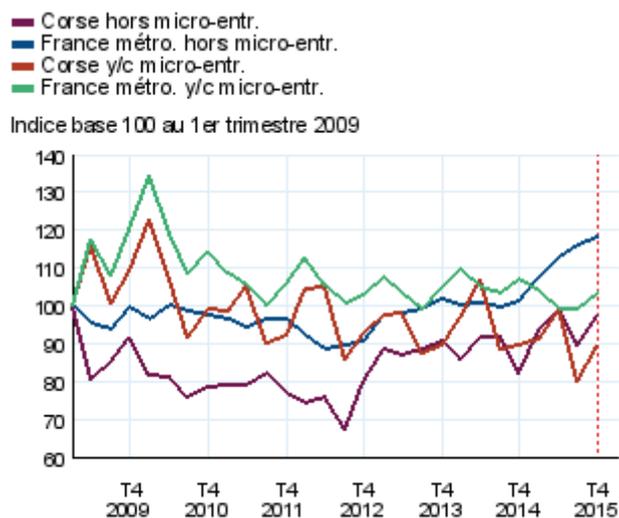


Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des 12 derniers mois.

Source : SOeS, Sit@del2.

Les créations d'entreprises à un niveau élevé

5 Créations d'entreprises



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime du micro-entrepreneur sont brutes. Données trimestrielles.

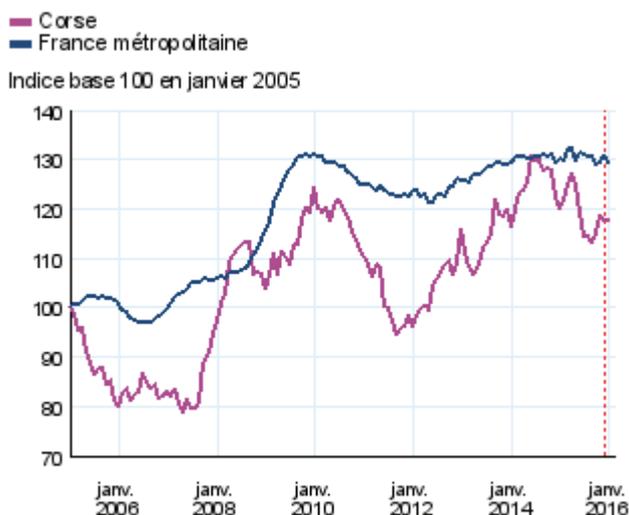
Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements – Sirene)

Au 4^e trimestre 2015, 553 entreprises hors micro-entrepreneurs ont été créées (données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables) contre 508 au trimestre précédent, soit une hausse trimestrielle de 8,9 % contre 1,8 % en moyenne nationale (figure 5). Cette hausse permet de retrouver un niveau similaire à celui du deuxième trimestre 2015, le plus haut depuis la mise en place du régime du micro-entrepreneur.

En glissement annuel, le nombre global de créations, y compris micro-entrepreneurs, est stable en Corse (-0,1 %) alors qu'il diminue sur le continent (-3,5 %). Comme sur le continent, les créations sous le régime du micro-entrepreneur reculent de façon importante (-20,6 % en Corse et -22,4 % au niveau national).

Le nombre de défaillances baisse en 2015

6 Défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 11 mars 2016, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Banque de France, Fiben

En cumul annuel, par rapport au 4^e trimestre 2014, les défaillances diminuent (-3,9 %) alors qu'elles progressent au niveau national (+1,3 %) (figure 6).

Progression du fret et du transport de passagers

Dans le transport de fret, le trafic total en tonnes augmente de 2,3 % sur un an pour atteindre 539 000 tonnes au 4^e trimestre. Cette hausse annuelle résulte principalement d'une forte augmentation des entrées de gaz et d'hydrocarbures (+10,7 %) et de ciment (+4,3 %) (figure 7). Le roll est quasi-stable sur un an malgré une baisse de 16,0 % des échanges avec l'Italie.

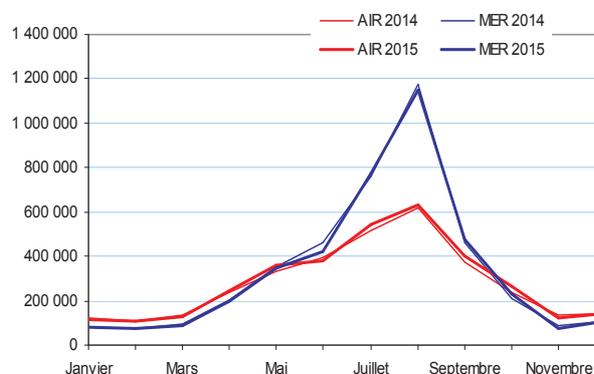
7 Evolution du trafic par type de fret (en tonnes)

	Evolution trimestre précédent	Evolution sur un an
Roll	0,4%	-0,1%
Gaz et hydrocarbures	-30,0%	10,7%
Ciment	54,7%	4,3%
Ensemble	-6,3%	2,3%

Source : Observatoire Régional des Transports de la Corse

L'activité dans les transports de passagers progresse de 3,5 % par rapport au 4^e trimestre 2014. Le trafic de passagers augmente nettement en octobre (+10,6 %) et diminue en novembre (-8,0 %). Sur un an, l'aérien progresse de 3,6 % et le maritime de 3,3 % (figure 8). La progression dans l'aérien est particulièrement marquée en octobre lors de la fin de saison avec une hausse de 11,2 % en septembre.

8 Evolution du trafic de passagers

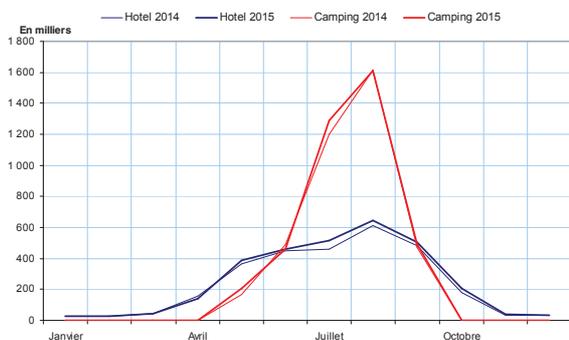


Source : Observatoire Régional des Transports de la Corse

La fréquentation des hôtels croît par rapport à l'an dernier

Dans l'hôtellerie, par rapport au 4^e trimestre 2014, le nombre de nuitées croît plus fortement qu'au niveau national (+11,7 % contre -1,3 %) (figure 9).

9 Nombre de nuitées dans les hôtels et campings



Source : Insee ; DGE, partenaires régionaux

Cette progression est portée autant par les touristes français (+ 11,7 %) que par la clientèle étrangère (+ 11,3 %), cette dernière ne regroupant qu'un quart des nuitées hôtelières. Le nombre de nuitées globales sur ces trois mois représente 10 % des nuitées annuelles du secteur.

La hausse de la fréquentation dans les hôtels de Corse est particulièrement marquée en octobre (+ 14,7 %).

Contexte national – En France, inflation nulle et pouvoir d'achat dynamique

En France, au 4^e trimestre 2015, la croissance a atteint +0,3 %, portée par la progression de la production manufacturière entraînant celle des services marchands, malgré les conséquences négatives des attentats. L'emploi salarié marchand a accéléré, notamment l'emploi intérimaire qui progresse vivement depuis trois trimestres. Dans le même temps, le taux de chômage a légèrement reculé à 10,3 % en France. Côté demande, la consommation des ménages a été affectée par les attentats et les températures douces tandis que l'investissement des entreprises a accéléré après trois trimestres de hausse déjà soutenue. Le commerce extérieur a contribué négativement à la croissance, trouvant sa contrepartie dans une forte contribution positive des variations de stocks, pour le deuxième trimestre consécutif. Soutenu par une inflation nulle, le pouvoir d'achat des ménages a crû de 1,8 % en 2015, un rythme inégalé depuis 2007. Au premier semestre 2016, la croissance française gagnerait un peu de tonus (+0,4 % par trimestre).

Contexte international – L'activité a ralenti dans les économies avancées

Dans les pays émergents, l'activité a progressé faiblement au quatrième trimestre 2015, concluant une année morose. Les grands exportateurs de matières premières, comme le Brésil et la Russie, ont pâti de la chute des cours. En Chine, l'activité a de nouveau ralenti. Le ralentissement des importations des pays émergents, notamment en Asie, a freiné le commerce mondial.

Les exportations des économies avancées ont été déprimées par le manque de demande en provenance des pays émergents, ce qui a pesé sur la croissance de fin d'année. Dans la zone euro, l'activité a ainsi crû modérément, au même rythme qu'au troisième trimestre 2015. La reprise continue toutefois de se diffuser progressivement : l'accélération de l'emploi et des salaires ainsi que la nouvelle baisse des prix

Insee Corse
Résidence du Cardo Rue des
Magnolias- CS 70907
20700 Ajaccio Cedex

Directeur de la publication :
Alain Tempier

Rédactrice en chef :
Angela Tirroni,

ISSN : 2105-1151
@Insee 2016

Pour en savoir plus :

- Note de conjoncture nationale de mars 2016 « Inflation nulle, pouvoir d'achat dynamique » www.insee.fr/fr rubrique **Thèmes/conjoncture/analyse de la conjoncture**



ENDETTEMENT ET RECOURS AUX SERVICES BANCAIRES EN CORSE

Ce trimestre, l'épargne des ménages recule tandis que le recours à l'emprunt bancaire reste dynamique. Les nombreux placements sur les plans d'épargne logement ne suffisent pas à combler la baisse enregistrée parmi les autres dispositifs d'épargne. Parallèlement, le recours aux crédits bancaires par les entreprises tend à diminuer.

Lena Serdjanian, OER

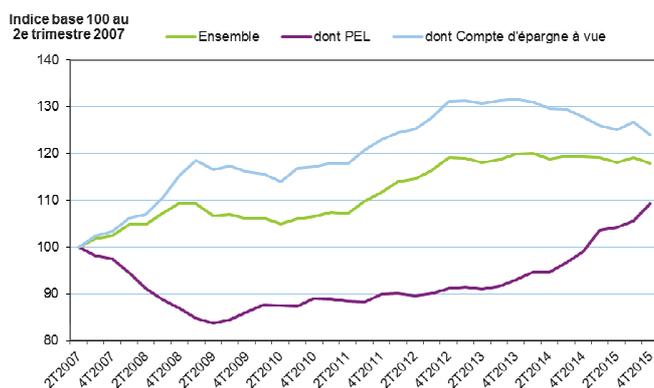
Ménages : repli de l'épargne et recours accru aux crédits

Au 4^e trimestre 2015, l'épargne de fin de trimestre des ménages se réduit pour la cinquième période consécutive. Ainsi, à la fin du mois de décembre 2015, le niveau de l'ensemble des encours est inférieur de 1,1 % à celui de l'année précédente, soit 32 millions d'euros de moins.

L'épargne réglementée et à fiscalité favorable reste prédominante ; les plans d'épargne logement (PEL) constituent un placement particulièrement attractif de par leur rémunération comparativement aux autres produits proposés. Ils représentent un quart des dépôts des épargnants. Leur dynamisme, amplifié au 4^e trimestre 2015 par des anticipations de baisse de rémunération (+10,2% sur un an) ne permet cependant pas de compenser les replis des plans d'épargne populaire et des comptes d'épargne à vue (respectivement : -7,2% et -3% / 4T2014) qui représentent près de 70% des montants placés.

La tendance en glissement trimestriel est identique. Le léger regain observé à la fin du mois de septembre 2015 n'aura été que de courte durée puisqu'en fin d'année 2015, les encours d'épargne se réduisent de 1% par rapport à la fin du 3^e trimestre 2015, soit une baisse de 28 millions d'euros sur les comptes et livrets d'épargne des particuliers insulaires. Ainsi, leur niveau s'établit à 2,79 milliards d'euros (figure 1). Cette nouvelle baisse peut être imputable aux dépenses de fin d'année (paiement des impôts, fêtes de fin d'année).

1 Evolution de l'Épargne des ménages



Source : Banque de France - Traitement OER

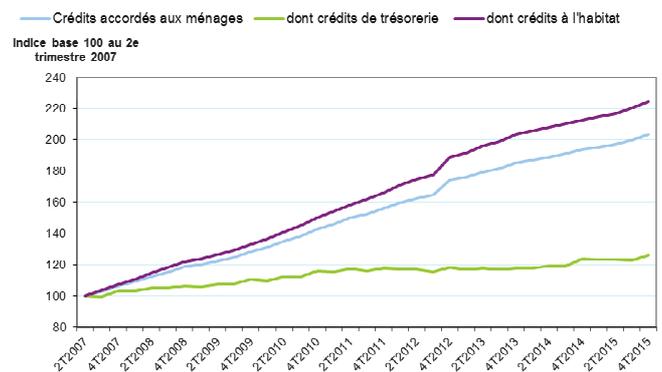
Le taux de croissance annuel des crédits aux particuliers augmente à la fin du 4^e trimestre 2015 (+4,9% contre +4,5% fin septembre 2015). La Corse affiche ainsi un rythme de progression plus soutenu que celui du niveau métropolitain (+4,2% / 3T2014) (figure 2). Les encours s'établissent à 3,2 milliards d'euros à la fin du mois de décembre 2015.

En glissement trimestriel, les montants des crédits accordés aux ménages par les agences bancaires augmentent à un rythme stable (+1,8%). Les crédits à l'habitat représentent 87% de l'ensemble des

encours de crédits aux particuliers et contribuent significativement à cette tendance dynamique des emprunts par les ménages corses. Sur un an, leurs encours augmentent de 5,4% soit 1,3 points au-dessus du niveau national.

D'autre part, la valeur des encours de crédits de trésorerie accordés aux ménages corses s'établit à 423 millions d'euros. Contrairement au trimestre précédent, ce montant progresse sensiblement (+2,6%) en glissement trimestriel. Cette hausse confirme la tendance de long terme. En effet, tout comme sur le continent, en Corse, le recours à ce type d'emprunt pour le financement des achats de consommation courante ou imprévus est récurrent (+1,9% / 4T2014 contre +4,1% pour la métropole).

2 Evolution des crédits accordés aux particuliers



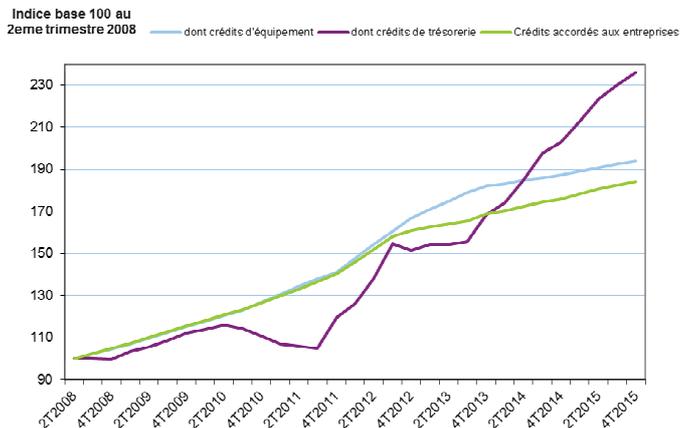
Source : Banque de France - Traitement OER

Entreprises : des crédits en ralentissement de fin de période

Pour les entreprises, la fin de l'année 2015 s'accompagne d'une hausse des emprunts bancaires. Malgré un taux d'accroissement annuel en repli, le montant des encours de crédits accordés atteint 2,67 milliards d'euros soit une augmentation de 3,8% sur un an (+4,5% au 3T2015 ; +5,2% au 2T2015 ; +5,4% au 1T2015).

Toutefois, en glissement trimestriel, le montant de l'ensemble des crédits octroyés par les banques corses aux entreprises à la fin du mois de décembre 2015 décroît de 0,5% par rapport à la fin du mois de septembre 2015 (figure 3). L'ensemble des principaux crédits suit cette tendance et plus particulièrement les crédits de trésorerie.

3 Evolution des crédits accordés aux entreprises



Source : Banque de France - Traitement OER

Note : données mensuelles brutes. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

En effet, les encours des crédits de trésorerie, d'un montant de 194 millions d'euros enregistrent, au cours du 4^e trimestre 2015 une baisse sensible (-7,5%) mais conservent cependant un niveau supérieur à celui de l'année passée (+10,8%).

De même, le crédit d'équipement qui reste le type d'emprunt le plus sollicité par les entreprises (61% de l'ensemble des encours), voit ses encours diminuer de 0,9% par rapport au trimestre précédent, traduisant un moindre investissement en matériels d'entreprise.

Dans le même temps, en 2015, le nombre d'incapacités de paiement décroît de 2% par rapport à l'année précédente. Il s'établit ainsi à 9 017 dossiers. De même, le montant de la dette associée (26 080 k€) enregistre un repli de 4,2%. De fait, le montant moyen de la dette non remboursée à ses créanciers par un établissement dans l'incapacité de l'honorer à l'échéance diminue et s'établit à 2 892 euros contre 2 953 euros l'an passé, sans préjudice du paiement final.

Contexte :

Le suivi des encours d'épargne et de crédits accordés par les banques commerciales aux particuliers et aux entreprises permet d'apporter des éléments sur la santé économique et financière des entreprises qui ont parfois besoin d'accéder au crédit bancaire pour relancer leur compétitivité ou bien encore développer leur activité. Mais il permet également de fournir de précieuses informations sur la situation financière des ménages, l'épargne influant sur l'activité économique courante et reflétant notamment leur capacité à s'armer contre d'éventuels chocs de revenu.

Champ couvert par la collecte des crédits et dépôts:

Les statistiques des dépôts et des crédits portent sur les opérations effectuées dans les établissements affiliés à la Fédération Bancaire Française (FBF) en France métropolitaine (hors Principauté de Monaco). Ne participent pas à la collecte des encours, les sociétés non financières et la Caisse de Dépôts et Consignations. Les encours des dépôts et crédits des guichets sont collectés selon les déclinaisons suivantes : sociétés non financières, particuliers, entrepreneurs individuels, institutions sans but lucratif au service des ménages, administration publiques et assurances. Sont prises en compte les opérations effectuées par les déclarants en euros comme en devises, tant sur leurs clients résidents que non-résidents. Pour la Corse, ne figurent pas les statistiques concernant les clients de « banques en ligne ».

Définitions :

Les statistiques des dépôts et des crédits correspondent aux encours de fin de trimestre.

L'épargne des ménages analysée dans la présente note de conjoncture correspond aux encours d'épargne des « particuliers » et comprend : les comptes d'épargne à vue (Livrets, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable, comptes d'épargne logement et autres comptes d'épargne à régime spécial), les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaires, les comptes créditeurs à terme et les bons d'épargne.

Les crédits accordés par les banques commerciales corses aux particuliers pris en compte sont : les crédits de trésorerie, les crédits à l'équipement, les crédits à l'habitat et les crédits-baux. Ne figurent pas les comptes ordinaires débiteurs.

Les crédits accordés par les banques commerciales corses aux entreprises pris en compte sont : les créances commerciales, crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à l'habitat, crédit-bail. Ne figurent pas les comptes ordinaires débiteurs.

Les incidents de paiement correspondent aux incapacités de payer des entreprises pour l'une des raisons suivantes : provision insuffisante, pas d'ordre de payer, décision judiciaire, opposition sur compte, titulaire décédé, demande de prorogation.

Le glissement trimestriel (GT) est la variation en pourcentage de l'indicateur considéré au trimestre T par rapport au trimestre T-1.

Le glissement annuel (GA) est la variation en pourcentage de l'indicateur considéré au trimestre T de l'année A par rapport au trimestre T de l'année A-1.